

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-pave-EPR-dans-la-mare-nucleaire>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°39 > **Le pavé EPR dans la mare nucléaire**

1er août 2008

Le pavé EPR dans la mare nucléaire

Le béton ne coule plus sur le chantier de Flamanville (Manche), où EDF est en train de construire le prototype du réacteur atomique EPR de troisième génération (1). Par courrier du 21 mai, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a sommé l'électricien national "de ne pas engager de nouvelles opérations de bétonnage dans l'attente d'améliorer la rigueur des contrôles internes".

Dans le monde feutré du nucléaire, la décision a fait l'effet d'une petite bombe. "À chantier exceptionnel, mesure exceptionnelle", répond benoîtement Thomas Houdré. Pour le responsable des inspections de l'ASN en Normandie, le défaut constaté sur le béton de l'îlot nucléaire de l'EPR est "l'écart de trop".

Un mois plus tôt, l'ASN avait déjà mis EDF en demeure de remédier d'urgence à un défaut de ferrailage sur le radier, l'énorme semelle qui supportera la cuve et tous les ouvrages importants pour la sûreté d'un réacteur en qui la filière nucléaire française a mis ses espoirs.

Cette fois, l'ASN a marqué le coup. Car, explique Thomas Houdré, "l'incident a beau ne pas avoir de conséquence directe sur la sûreté, il met à nouveau en relief un manque de rigueur dans l'organisation du chantier". Venant d'une instance certes indépendante mais peu portée sur les excès de langage, la critique et la décision sont sévères. Elles visent le maître d'ouvrage EDF, mais aussi - et peut-être surtout - l'entreprise Bouygues qui s'est vu confier la grosse part du génie civil.

La chaîne de contrôle n'a pas bien fonctionné

À Flamanville, le directeur du chantier relativise : "EDF avait spontanément stoppé le bétonnage pour rajouter les "épingles" (NDLR : les fers à béton) manquantes. Nous avons signalé l'erreur à l'ASN, qui n'a fait que confirmer ce que nous avons demandé nous-mêmes au sous-traitant", explique Philippe Leigné, qui tâche aussi de disculper le bétonneur : "Bouygues avait vu l'écart mais la chaîne de contrôle qualité n'a pas bien fonctionné."

L'écart constaté à Flamanville est-il minime ? La direction du site veut le croire : "Nous avons autant que l'ASN la préoccupation du "zéro défaut" et nous n'en sommes pas très éloignés", assure Philippe Leigné, qui précise qu'EDF va se mettre en conformité rapidement, et que le retard, "moins important que celui qu'occasionnerait une grosse tempête, n'est pas de nature à remettre en cause le planning

général”, lequel prévoit le raccordement au réseau en 2012.

Pour la CGT, pourtant peu suspecte de penchants antinucléaires, l'arrêt temporaire du bétonnage de l'EPR est une bonne chose. “Nous sommes pour la construction d'un réacteur de nouvelle génération, mais c'est le deuxième incident sérieux, et nous contestons la priorité donnée au calendrier du chantier”, explique Jack Tord. Le chargé de mission du syndicat sur le chantier de l'EPR en fait le reproche à la fois à Bouygues et à EDF.

Syndrome finlandais

“Il est certain qu'EDF veut aller vite, car les enjeux financiers et commerciaux sont très importants”, renchérit Didier Anger. L'administrateur du réseau Sortir du nucléaire, qui vit à côté de la centrale de Flamanville, parle même, tout comme Jack Tord, de “syndrome finlandais”.

Car, en Finlande, l'autre chantier phare de l'EPR est en retard. Ce n'est pas la faute d'EDF, puisque le maître d'ouvrage du réacteur d'Okiluoto est Areva. Mais à qui le leader mondial du nucléaire a-t-il confié les bétons de Finlande ? À Bouygues justement, par ailleurs candidat (avec Alstom) à l'entrée dans le capital d'Areva, fleuron de l'industrie nucléaire tricolore.

Seulement voilà : l'opposition de sa patronne Anne Lauvergeon à la privatisation de l'entreprise publique, héritière de la Cogema, projet pourtant soutenu par l'Élysée, est un secret de Polichinelle. Et les mauvaises langues insinuent que les mécomptes de Bouygues à Flamanville - après Okiluoto - ne sont peut-être pas entièrement fortuits.

Culture dégradée

Il serait pourtant abusif de réduire le coup d'arrêt donné à l'EPR à des manœuvres de coulisse. Car c'est bien la question de la sécurité nucléaire qui est reposée. À Flamanville, où deux tranches de 900 mégawatts fonctionnent depuis 1986, la question n'est pas théorique : “En 1998, des microfissures avaient été détectées sur l'enceinte de confinement des réacteurs”, se souvient Didier Anger, qui siège à la commission locale d'information (CLI) de la centrale du Cotentin. Pour lui, “couler du béton en plein hiver sur un littoral battu par les vents n'est pas chose anodine”. Et la qualité du travail est d'autant plus essentielle “que l'EPR, avec ses 1 650 mégawatts, est un réacteur très lourd”.

Pourtant, ce nouvel incident à Flamanville pardonne mal dans un domaine aussi surveillé et sensible que l'atome. Surtout à l'heure où le doute s'installe sur le maintien de la “culture de sûreté”, qui a fait la réputation du programme nucléaire français. “L'affaire de l'EPR illustre la dégradation de cette culture”, veut croire Éric Ouzounian, qui vient de publier le témoignage alarmiste d'un responsable d'EDF (2).

Selon lui, “si la sécurité des bâtiments réacteurs est encore assurée”, la filière souffre de plus en plus de la logique financière à l'œuvre, aussi bien chez EDF que chez ses (trop ?) nombreux sous-traitants. “Pour des raisons de rentabilité et de concurrence, EDF réalise des économies sur les coûts et durées de maintenance, en ne respectant pas systématiquement les procédures de sécurité, en augmentant la charge de travail des personnels internes et intérimaires”, énumère l'auteur.

Arrêts de tranches raccourcis, à peu près dans les procédures et la sécurité, non-respect de consignes sécurité, épidémie de suicides chez des salariés stressés : le document décrit le mal insidieux qui ronge un secteur jusqu'ici sanctuarisé par l'esprit de corps des ingénieurs du CEA et d'EDF, mais où la peur salutaire de l'accident recule et où l'on constate “une nette augmentation des incidents dans les centrales”.

Vers un AZF nucléaire ?

Cette augmentation est lisible - souvent entre les lignes - dans les rapports annuels, nationaux et

régionaux, de l'ASN. Et si l'évocation d'un nouveau Tchernobyl peut sembler excessive, compte tenu de la redondance des dispositifs de sécurité visant à prévenir un accident majeur, la survenue d'un "AZF nucléaire" - pour reprendre le mot d'un salarié de la centrale de Bugey (Ain), cité par Éric Ouzounian - semble plus réaliste mais pas moins angoissante.

La semaine dernière, une fuite dans les circuits d'une centrale en Slovaquie, certes bénigne, mais qui a fait grand bruit en Europe, a rappelé que le moindre défaut de vigilance pouvait se payer cash. Et la France, si confiante jusqu'ici dans la sûreté de ses installations, n'est plus à l'abri.

A lire :EPR : l'impasse nucléaire

Au cœur de la stratégie énergétique et industrielle de la France, le nouveau - mais finalement déjà obsolète - réacteur EPR d'Areva a beaucoup fait parler de lui. Jusqu'à un échange aussi vif que navrant entre les deux candidats finalistes à la présidence française lors de l'habituel duel télévisé, en avril 2007.

Depuis l'élection du VPR nucléaire Sarkozy, l'EPR a pu continuer tranquillement de pousser en Normandie. Mais patatras, voilà que l'Autorité de sûreté nucléaire décide le 21 mai 2008 de suspendre les travaux sur le chantier pour cause de malfaçons et de manque de rigueur de la part d'EDF et de ses sous-traitants, au premier desquels Bouygues.

Cette décision, première dans l'histoire nucléaire nationale, vient - 6 mois à peine après les débuts officiels de la construction du réacteur - donner raisons aux opposants à ce projet qui depuis des années clament arguments à l'appui que le projet EPR - et le nucléaire en général - est une impasse.

Tous ces arguments sont aujourd'hui rassemblés et détaillés dans un livre. EPR, l'impasse nucléaire se veut un livre à la portée de tous et de toutes les poches. Petit format et petit prix, il a été écrit avec le souhait d'être un outil de référence où toutes les infos et les arguments concernant l'EPR se retrouvent.

Historique, description technologique, justification énergétique, bluff climatique, erreur stratégique industrielle, aberration économique, sans réelle perspective internationale et véritable obstacle aux alternatives nécessaires, tout est passé en revue en 200 pages.

Ce livre, je l'espère, en éclairant la voie sans issue sur laquelle nous entraîne l'EPR, participera à l'information et à la prise de conscience du plus grand nombre. Car le seul contre-pouvoir qui sera à même de remettre en cause l'EPR et le lobby qui le porte, ce sont les citoyens. Citoyens vis-à-vis desquels la plus grande astuce du pouvoir est de laisser croire qu'ils ne peuvent pas influencer ou changer le cours des choses. Or il n'y a pas de fatalité nucléaire. La construction du réacteur EPR n'a commencé que fin 2007. Le réacteur n'aura pas encore fonctionné avant la prochaine élection présidentielle de 2012.

Continuer à informer, dénoncer et s'opposer au projet EPR en France, a aussi tout son sens au niveau international. Certains pays comme la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, le Canada, la Suisse... se posent la question du nucléaire et regardent ce qui se passe en France. Plus la tâche sera dure pour EDF et Areva, plus le royaume atomique aura des difficultés sur son propre projet vitrine, plus ceux qui nous observent hésiteront à se lancer.

Il n'est donc pas trop tard. Dans une impasse, il y a toujours au moins une sortie.

Frédéric Marillier

Après un passage aux Amis de la Terre, Frédéric Marillier rejoint Greenpeace en 2001 comme chargé de campagne Energie. Cet ingénieur diplômé en génie de l'environnement travaille essentiellement sur les questions nucléaires (déchets, retraits, sûreté, etc.), et spécialement sur le dossier EPR.

EPR : l'impasse nucléaire aux éditions Syllepse, 11,50 euros port compris est à commander au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne :

<https://boutique.sortirdunucleaire.org/>

Source : Sud-Ouest - 12 juin 2008